

## **DÉCISION**

### **N° 2021 – DGA – 35**

**Date : 5 juillet 2021**

**Objet : Décision portant subdélégation de la signature du Directeur général par la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » à l'adjoint à la Déléguée du Directeur auprès du conseil de gestion du parc naturel marin de Martinique**

**Émetteur : Direction générale adjointe « Territoires et Outre-mer »**

---

La Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » de l'Office français de la biodiversité,

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 131-8 et suivants, R. 131-27 et suivants, R. 131-30,

**VU** le décret n°2019-1580 du 31 décembre 2019 relatif à l'Office français de la biodiversité,

**VU** le décret en date du 30 décembre 2019 portant nomination de Monsieur Pierre DUBREUIL en qualité de Directeur général de l'établissement,

**VU** la décision n°2020-DG-01 en date du 2 janvier 2020 relative aux modalités de publication des délibérations du conseil d'administration et des décisions relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DG-02 en date du 2 janvier 2020 relative à l'organisation et au fonctionnement de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DGDR/DRH-02 du 2 janvier 2020 portant affectation de Madame Stéphanie ANTOINE au sein de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DG-27 du 1<sup>er</sup> juillet 2020 portant délégation de signature du Directeur général de l'OFB,

**CONSIDERANT** que la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » de l'Office français de la biodiversité peut subdéléguer la délégation de signature du Directeur général,

**DÉCIDE**

## Article 1

Paul GIANNASI, adjoint à la Déléguée du Directeur auprès du conseil de gestion du parc naturel marin de Martinique, reçoit subdélégation, dans les limites de sa délégation et dans le respect de la réglementation en vigueur ainsi que des directives, procédures et instructions mises en œuvre au sein de l'établissement, à l'effet de signer :

- les ordres de mission ponctuels, en outre-mer, des agents placés sous son autorité directe et des personnes extérieures ainsi que les états de frais afférents,
- les états de frais afférents aux ordres de mission permanents des agents placés sous son autorité directe,
- les états de frais de déplacement des membres du conseil de gestion,
- les congés annuels et autorisations d'absence des agents placés sous son autorité directe,
- les dérogations aux garanties minimales au temps de travail,
- les courriers et formulaires portant avis de l'OFB,
- les certificats administratifs,
- les décisions liées à toute demande par une personne de communication de documents administratifs relatifs à des données environnementales,
- les certificats de service fait,
- les conventions de stage indemnisés et non indemnisés,
- les autorisations d'utilisation des véhicules personnels des agents placés sous son autorité,
- les attestations de frais de réception et attestations diverses.

## Article 2

La décision n°2020-DGA-362 en date du 23 novembre 2020 portant subdélégation de la signature du Directeur général par la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » à l'adjoint à la Déléguée du Directeur auprès du conseil de gestion du parc naturel marin de Martinique est abrogée.

## Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'OFB et entrera en vigueur le jour de sa publication.

L'OFB garantit l'accès effectif de ses agents et des tiers au site internet ainsi que la continuité de la mise en ligne des décisions durant deux mois minimum.

L'OFB assure la conservation et l'archivage des décisions publiées par cette voie.

**La Directrice générale adjointe**

**« Territoires et Outre-mer »**



**Stéphanie ANTOINE**

**Voies et délais de recours :** « Le destinataire de la présente décision qui désire la contester peut directement saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois de sa notification.

Il peut également, dans ce même délai, saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique, le supérieur de l'auteur de la décision. Ceux-ci disposeront d'un délai de deux mois pour lui répondre. En cas de rejet exprès ou implicite de la demande – la décision naît dans ce cas du silence gardé par l'administration pendant un délai de deux mois – le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés. »

## **DÉCISION**

### **N° 2021 – DGA – 36**

**Date : 5 juillet 2021**

**Objet : Décision portant subdélégation de la signature du Directeur général par la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » à l'adjointe au Délégué du Directeur auprès du conseil de gestion du parc naturel marin de Mayotte**

**Émetteur : Direction générale adjointe « Territoires et Outre-mer »**

---

La Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » de l'Office français de la biodiversité,

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 131-8 et suivants, R. 131-27 et suivants, R. 131-30,

**VU** le décret n°2019-1580 du 31 décembre 2019 relatif à l'Office français de la biodiversité,

**VU** le décret en date du 30 décembre 2019 portant nomination de Monsieur Pierre DUBREUIL en qualité de Directeur général de l'établissement,

**VU** la décision n°2020-DG-01 en date du 2 janvier 2020 relative aux modalités de publication des délibérations du conseil d'administration et des décisions relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DG-02 en date du 2 janvier 2020 relative à l'organisation et au fonctionnement de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DGDR/DRH-02 du 2 janvier 2020 portant affectation de Madame Stéphanie ANTOINE au sein de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DG-27 du 1<sup>er</sup> juillet 2020 portant délégation de signature du Directeur général de l'OFB,

**CONSIDERANT** que la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » de l'Office français de la biodiversité peut subdéléguer la délégation de signature du Directeur général,

**DÉCIDE**

## Article 1

Caroline BALLERINI, adjointe au Délégué du Directeur auprès du conseil de gestion du parc naturel marin de Mayotte, reçoit subdélégation, dans les limites de sa délégation et dans le respect de la réglementation en vigueur ainsi que des directives, procédures et instructions mises en œuvre au sein de l'établissement, à l'effet de signer :

- les ordres de mission ponctuels, en outre-mer, des agents placés sous son autorité directe et des personnes extérieures ainsi que les états de frais afférents,
- les états de frais afférents aux ordres de mission permanents des agents placés sous son autorité directe,
- les états de frais de déplacement des membres du conseil de gestion,
- les congés annuels et autorisations d'absence des agents placés sous son autorité directe,
- les dérogations aux garanties minimales au temps de travail,
- les courriers et formulaires portant avis de l'OFB,
- les certificats administratifs,
- les décisions liées à toute demande par une personne de communication de documents administratifs relatifs à des données environnementales,
- les certificats de service fait,
- les conventions de stage indemnisés et non indemnisés,
- les autorisations d'utilisation des véhicules personnels des agents placés sous son autorité,
- les attestations de frais de réception et attestations diverses.

## Article 2

La décision n°2020-DGA-351 en date du 28 octobre 2020 portant subdélégation de la signature du Directeur général par la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » à l'adjointe au Délégué du Directeur auprès du conseil de gestion des parcs naturels marins de Mayotte et des Glorieuses est abrogée.

## Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'OFB et entrera en vigueur le jour de sa publication.

L'OFB garantit l'accès effectif de ses agents et des tiers au site internet ainsi que la continuité de la mise en ligne des décisions durant deux mois minimum.

L'OFB assure la conservation et l'archivage des décisions publiées par cette voie.

**La Directrice générale adjointe**

**« Territoires et Outre-mer »**



**Stéphanie ANTOINE**

**Voies et délais de recours :** « Le destinataire de la présente décision qui désire la contester peut directement saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois de sa notification.

Il peut également, dans ce même délai, saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique, le supérieur de l'auteur de la décision. Ceux-ci disposeront d'un délai de deux mois pour lui répondre. En cas de rejet exprès ou implicite de la demande – la décision naît dans ce cas du silence gardé par l'administration pendant un délai de deux mois – le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés. »

## **DÉCISION**

### **N° 2021 – DGA – 37**

**Date : 5 juillet 2021**

**Objet : Décision portant subdélégation de la signature du Directeur général par la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » au délégué territorial Antilles**

**Émetteur : Direction générale adjointe « Territoires et Outre-mer »**

---

La Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » de l'Office français de la biodiversité,

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 131-8 et suivants, R. 131-27 et suivants, R. 131-30,

**VU** le décret n°2019-1580 du 31 décembre 2019 relatif à l'Office français de la biodiversité,

**VU** le décret en date du 30 décembre 2019 portant nomination de Monsieur Pierre DUBREUIL en qualité de Directeur général de l'établissement,

**VU** la décision n°2020-DG-01 en date du 2 janvier 2020 relative aux modalités de publication des délibérations du conseil d'administration et des décisions relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DG-02 en date du 2 janvier 2020 relative à l'organisation et au fonctionnement de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DGDR/DRH-02 du 2 janvier 2020 portant affectation de Madame Stéphanie ANTOINE au sein de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DG-27 du 1<sup>er</sup> juillet 2020 portant délégation de signature du Directeur général de l'OFB,

**CONSIDERANT** que la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » de l'Office français de la biodiversité peut subdéléguer la délégation de signature du Directeur général,

## DÉCIDE

### Article 1

Pierre COQUELET, délégué territorial Antilles, reçoit subdélégation, dans les limites de la délégation et dans le respect de la réglementation en vigueur ainsi que des directives, procédures et instructions mises en œuvre au sein de l'établissement, à l'effet de signer :

- les bons de commande relatifs aux marchés en lien avec les missions de son service, dûment numérotés et notifiés, ainsi que ceux référencés à l'UGAP, dans la limite de 4 000 euros HT,
- les engagements juridiques des dépenses et toutes pièces s'y rapportant dans la limite de 4 000 euros HT,
- les certificats de service fait,
- les ordres de mission ponctuels, en métropole, des agents placés sous son autorité directe et leurs états de frais afférents,
- les autorisations d'utilisation des véhicules personnels des agents placés sous son autorité,
- les congés et autorisations d'absence des agents placés sous son autorité directe,
- les courriers et formulaires portant avis de l'OFB,
- les attestations de frais de réception et attestations diverses liées à l'activité de son service,
- les certificats de copie conforme liés à l'activité de son service hors la gestion des ressources humaines.

### Article 2

La décision n°2020-DGA-368 en date du 9 décembre 2020 portant subdélégation de la signature du Directeur général par la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » au délégué territorial Antilles est abrogée.

### Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'OFB et entrera en vigueur le jour de sa publication.

L'OFB garantit l'accès effectif de ses agents et des tiers au site internet ainsi que la continuité de la mise en ligne des décisions durant deux mois minimum.

L'OFB assure la conservation et l'archivage des décisions publiées par cette voie.

**La Directrice générale adjointe**

**« Territoires et Outre-mer »**



**Stéphanie ANTOINE**

**Voies et délais de recours :** « Le destinataire de la présente décision qui désire la contester peut directement saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois de sa notification.

Il peut également, dans ce même délai, saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique, le supérieur de l'auteur de la décision. Ceux-ci disposeront d'un délai de deux mois pour lui répondre. En cas de rejet exprès ou implicite de la demande – la décision naît dans ce cas du silence gardé par l'administration pendant un délai de deux mois – le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés. »

## **DÉCISION**

### **N° 2021 – DGA – 38**

**Date : 5 juillet 2021**

**Objet : Décision portant subdélégation de la signature du Directeur général par la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » au délégué territorial Guyane**

**Émetteur : Direction générale adjointe « Territoires et Outre-mer »**

---

La Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » de l'Office français de la biodiversité,

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 131-8 et suivants, R. 131-27 et suivants, R. 131-30,

**VU** le décret n°2019-1580 du 31 décembre 2019 relatif à l'Office français de la biodiversité,

**VU** le décret en date du 30 décembre 2019 portant nomination de Monsieur Pierre DUBREUIL en qualité de Directeur général de l'établissement,

**VU** la décision n°2020-DG-01 en date du 2 janvier 2020 relative aux modalités de publication des délibérations du conseil d'administration et des décisions relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DG-02 en date du 2 janvier 2020 relative à l'organisation et au fonctionnement de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DGDR/DRH-02 du 2 janvier 2020 portant affectation de Madame Stéphanie ANTOINE au sein de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DG-27 du 1<sup>er</sup> juillet 2020 portant délégation de signature du Directeur général de l'OFB,

**CONSIDERANT** que la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » de l'Office français de la biodiversité peut subdéléguer la délégation de signature du Directeur général,

**DÉCIDE**

## Article 1

François KORYSKO, délégué territorial Guyane, reçoit subdélégation, dans les limites de la délégation et dans le respect de la réglementation en vigueur ainsi que des directives, procédures et instructions mises en œuvre au sein de l'établissement, à l'effet de signer :

- les bons de commande relatifs aux marchés en lien avec les missions de son service, dûment numérotés et notifiés, ainsi que ceux référencés à l'UGAP, dans la limite de 4 000 euros HT,
- les engagements juridiques des dépenses et toutes pièces s'y rapportant dans la limite de 4 000 euros HT,
- les certificats de service fait,
- les ordres de mission ponctuels, en métropole, des agents placés sous son autorité directe et leurs états de frais afférents,
- les autorisations d'utilisation des véhicules personnels des agents placés sous son autorité,
- les congés et autorisations d'absence des agents placés sous son autorité directe,
- les courriers et formulaires portant avis de l'OFB,
- les attestations de frais de réception et attestations diverses liées à l'activité de son service,
- les certificats de copie conforme liés à l'activité de son service hors la gestion des ressources humaines.

## Article 2

La décision n°2020-DGA-369 en date du 9 décembre 2020 portant subdélégation de la signature du Directeur général par la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » au délégué territorial Guyane est abrogée.

## Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'OFB et entrera en vigueur le jour de sa publication.

L'OFB garantit l'accès effectif de ses agents et des tiers au site internet ainsi que la continuité de la mise en ligne des décisions durant deux mois minimum.

L'OFB assure la conservation et l'archivage des décisions publiées par cette voie.

**La Directrice générale adjointe**

**« Territoires et Outre-mer »**



**Stéphanie ANTOINE**

**Voies et délais de recours :** « Le destinataire de la présente décision qui désire la contester peut directement saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois de sa notification.

Il peut également, dans ce même délai, saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique, le supérieur de l'auteur de la décision. Ceux-ci disposeront d'un délai de deux mois pour lui répondre. En cas de rejet exprès ou implicite de la demande – la décision naît dans ce cas du silence gardé par l'administration pendant un délai de deux mois – le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés. »

## **DÉCISION**

### **N° 2021 – DGA – 39**

**Date : 5 juillet 2021**

**Objet : Décision portant subdélégation de la signature du Directeur général par la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » à la déléguée territoriale Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna**

**Émetteur : Direction générale adjointe « Territoires et Outre-mer »**

---

La Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » de l'Office français de la biodiversité,

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 131-8 et suivants, R. 131-27 et suivants, R. 131-30,

**VU** le décret n°2019-1580 du 31 décembre 2019 relatif à l'Office français de la biodiversité,

**VU** le décret en date du 30 décembre 2019 portant nomination de Monsieur Pierre DUBREUIL en qualité de Directeur général de l'établissement,

**VU** la décision n°2020-DG-01 en date du 2 janvier 2020 relative aux modalités de publication des délibérations du conseil d'administration et des décisions relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DG-02 en date du 2 janvier 2020 relative à l'organisation et au fonctionnement de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DGDR/DRH-02 du 2 janvier 2020 portant affectation de Madame Stéphanie ANTOINE au sein de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DG-27 du 1<sup>er</sup> juillet 2020 portant délégation de signature du Directeur général de l'OFB,

**CONSIDERANT** que la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » de l'Office français de la biodiversité peut subdéléguer la délégation de signature du Directeur général,

**DÉCIDE**

## Article 1

Céline MAURER, déléguée territoriale Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, reçoit subdélégation, dans les limites de la délégation et dans le respect de la réglementation en vigueur ainsi que des directives, procédures et instructions mises en œuvre au sein de l'établissement, à l'effet de signer :

- les bons de commande relatifs aux marchés en lien avec les missions de son service, dûment numérotés et notifiés, ainsi que ceux référencés à l'UGAP, dans la limite de 4 000 euros HT,
- les engagements juridiques des dépenses et toutes pièces s'y rapportant dans la limite de 4 000 euros HT,
- les certificats de service fait,
- les ordres de mission ponctuels, en métropole, des agents placés sous son autorité directe et leurs états de frais afférents,
- les autorisations d'utilisation des véhicules personnels des agents placés sous son autorité,
- les états de frais afférents aux ordres de mission permanents des agents placés sous son autorité directe,
- les congés et autorisations d'absence des agents placés sous son autorité directe.
- les courriers et formulaires portant avis de l'OFB,
- les attestations de frais de réception et attestations diverses liées à l'activité de son service,
- les certificats de copie conforme liés à l'activité de son service hors la gestion des ressources humaines.

## Article 2

La décision n°2020-DGA-372 en date du 9 décembre 2020 portant subdélégation de la signature du Directeur général par la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » à la déléguée territoriale Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna est abrogée.

## Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'OFB et entrera en vigueur le jour de sa publication.

L'OFB garantit l'accès effectif de ses agents et des tiers au site internet ainsi que la continuité de la mise en ligne des décisions durant deux mois minimum.

L'OFB assure la conservation et l'archivage des décisions publiées par cette voie.

**La Directrice générale adjointe**

**« Territoires et Outre-mer »**



**Stéphanie ANTOINE**

**Voies et délais de recours :** « Le destinataire de la présente décision qui désire la contester peut directement saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois de sa notification.

Il peut également, dans ce même délai, saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique, le supérieur de l'auteur de la décision. Ceux-ci disposeront d'un délai de deux mois pour lui répondre. En cas de rejet exprès ou implicite de la demande – la décision naît dans ce cas du silence gardé par l'administration pendant un délai de deux mois – le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés. »

## **DÉCISION**

### **N° 2021 – DGA – 40**

**Date : 5 juillet 2021**

**Objet : Décision portant subdélégation de la signature du Directeur général par la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » au délégué territorial Océan indien**

**Émetteur : Direction générale adjointe « Territoires et Outre-mer »**

---

La Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » de l'Office français de la biodiversité,

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 131-8 et suivants, R. 131-27 et suivants, R. 131-30,

**VU** le décret n°2019-1580 du 31 décembre 2019 relatif à l'Office français de la biodiversité,

**VU** le décret en date du 30 décembre 2019 portant nomination de Monsieur Pierre DUBREUIL en qualité de Directeur général de l'établissement,

**VU** la décision n°2020-DG-01 en date du 2 janvier 2020 relative aux modalités de publication des délibérations du conseil d'administration et des décisions relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DG-02 en date du 2 janvier 2020 relative à l'organisation et au fonctionnement de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DGDR/DRH-02 du 2 janvier 2020 portant affectation de Madame Stéphanie ANTOINE au sein de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DG-27 du 1<sup>er</sup> juillet 2020 portant délégation de signature du Directeur général de l'OFB,

**CONSIDERANT** que la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » de l'Office français de la biodiversité peut subdéléguer la délégation de signature du Directeur général,

**DÉCIDE**

## Article 1

Nicolas ROUYER, délégué territorial Océan indien, reçoit subdélégation, dans les limites de la délégation et dans le respect de la réglementation en vigueur ainsi que des directives, procédures et instructions mises en œuvre au sein de l'établissement, à l'effet de signer :

- les bons de commande relatifs aux marchés en lien avec les missions de son service, dûment numérotés et notifiés, ainsi que ceux référencés à l'UGAP, dans la limite de 4 000 euros HT,
- les engagements juridiques des dépenses et toutes pièces s'y rapportant dans la limite de 4 000 euros HT,
- les certificats de service fait,
- les ordres de mission ponctuels, en métropole, des agents placés sous son autorité directe et leurs états de frais afférents,
- les autorisations d'utilisation des véhicules personnels des agents placés sous son autorité,
- les congés et autorisations d'absence des agents placés sous son autorité directe,
- les courriers et formulaires portant avis de l'OFB,
- les attestations de frais de réception et attestations diverses liées à l'activité de son service,
- les certificats de copie conforme liés à l'activité de son service hors la gestion des ressources humaines.

## Article 2

La décision n°2020-DGA-367 du 9 décembre 2020 portant subdélégation de la signature du Directeur général par la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » au délégué territorial Océan indien est abrogée.

## Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'OFB et entrera en vigueur le jour de sa publication.

L'OFB garantit l'accès effectif de ses agents et des tiers au site internet ainsi que la continuité de la mise en ligne des décisions durant deux mois minimum.

L'OFB assure la conservation et l'archivage des décisions publiées par cette voie.

**La Directrice générale adjointe**

**« Territoires et Outre-mer »**



**Stéphanie ANTOINE**

**Voies et délais de recours :** « Le destinataire de la présente décision qui désire la contester peut directement saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois de sa notification.

Il peut également, dans ce même délai, saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique, le supérieur de l'auteur de la décision. Ceux-ci disposeront d'un délai de deux mois pour lui répondre. En cas de rejet exprès ou implicite de la demande – la décision naît dans ce cas du silence gardé par l'administration pendant un délai de deux mois – le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés. »

## **DÉCISION**

### **N° 2021 – DGA – 41**

**Date : 5 juillet 2021**

**Objet : Décision portant subdélégation de la signature du Directeur général par la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » au délégué territorial de Polynésie française**

**Émetteur : Direction générale adjointe « Territoires et Outre-mer »**

---

La Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » de l'Office français de la biodiversité,

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 131-8 et suivants, R. 131-27 et suivants, R. 131-30,

**VU** le décret n°2019-1580 du 31 décembre 2019 relatif à l'Office français de la biodiversité,

**VU** le décret en date du 30 décembre 2019 portant nomination de Monsieur Pierre DUBREUIL en qualité de Directeur général de l'établissement,

**VU** la décision n°2020-DG-01 en date du 2 janvier 2020 relative aux modalités de publication des délibérations du conseil d'administration et des décisions relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DG-02 en date du 2 janvier 2020 relative à l'organisation et au fonctionnement de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DGDR/DRH-02 du 2 janvier 2020 portant affectation de Madame Stéphanie ANTOINE au sein de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DG-27 du 1<sup>er</sup> juillet 2020 portant délégation de signature du Directeur général de l'OFB,

**CONSIDERANT** que la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » de l'Office français de la biodiversité peut subdéléguer la délégation de signature du Directeur général,

**DÉCIDE**

## Article 1

Franck CONNAN, délégué territorial Polynésie française, reçoit subdélégation, dans les limites de la délégation et dans le respect de la réglementation en vigueur ainsi que des directives, procédures et instructions mises en œuvre au sein de l'établissement, à l'effet de signer :

- les bons de commande relatifs aux marchés en lien avec les missions de son service, dûment numérotés et notifiés, ainsi que ceux référencés à l'UGAP, dans la limite de 4 000 euros HT,
- les engagements juridiques des dépenses et toutes pièces s'y rapportant dans la limite de 4 000 euros HT,
- les certificats de service fait,
- les ordres de mission ponctuels, en métropole, des agents placés sous son autorité directe et leurs états de frais afférents,
- les autorisations d'utilisation des véhicules personnels des agents placés sous son autorité,
- les congés et autorisations d'absence des agents placés sous son autorité directe,
- les courriers et formulaires portant avis de l'OFB,
- les attestations de frais de réception et attestations diverses liées à l'activité de son service,
- les certificats de copie conforme liés à l'activité de son service hors la gestion des ressources humaines.

## Article 2

La décision n°2020-DGA-373 du 9 décembre 2020 portant subdélégation de la signature du Directeur général par la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » au délégué territorial Polynésie française est abrogée.

## Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'OFB et entrera en vigueur le jour de sa publication.

L'OFB garantit l'accès effectif de ses agents et des tiers au site internet ainsi que la continuité de la mise en ligne des décisions durant deux mois minimum.

L'OFB assure la conservation et l'archivage des décisions publiées par cette voie.

**La Directrice générale adjointe**

**« Territoires et Outre-mer »**



**Stéphanie ANTOINE**

**Voies et délais de recours :** « Le destinataire de la présente décision qui désire la contester peut directement saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois de sa notification.

Il peut également, dans ce même délai, saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique, le supérieur de l'auteur de la décision. Ceux-ci disposeront d'un délai de deux mois pour lui répondre. En cas de rejet exprès ou implicite de la demande – la décision naît dans ce cas du silence gardé par l'administration pendant un délai de deux mois – le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés. »

## **DÉCISION**

### **N° 2021 – DGA – 42**

**Date : 5 juillet 2021**

**Objet : Décision portant subdélégation de la signature du Directeur général par la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » au Délégué du Directeur auprès du conseil de gestion du parc naturel marin de Mayotte**

**Émetteur : Direction générale adjointe « Territoires et Outre-mer »**

---

La Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » de l'Office français de la biodiversité,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 131-8 et suivants, R. 131-27 et suivants, R. 131-30,

VU le décret n°2019-1580 du 31 décembre 2019 relatif à l'Office français de la biodiversité,

VU le décret en date du 30 décembre 2019 portant nomination de Monsieur Pierre DUBREUIL en qualité de Directeur général de l'établissement,

VU la décision n°2020-DG-01 en date du 2 janvier 2020 relative aux modalités de publication des délibérations du conseil d'administration et des décisions relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Office français de la biodiversité,

VU la décision n°2020-DG-02 en date du 2 janvier 2020 relative à l'organisation et au fonctionnement de l'Office français de la biodiversité,

VU la décision n°2020-DGDR/DRH-02 du 2 janvier 2020 portant affectation de Madame Stéphanie ANTOINE au sein de l'Office français de la biodiversité,

VU la décision n°2020-DG-27 du 1<sup>er</sup> juillet 2020 portant délégation de signature du Directeur général de l'OFB,

**CONSIDERANT** que la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » de l'Office français de la biodiversité peut subdéléguer la délégation de signature du Directeur général,

### **DÉCIDE**

#### **Article 1**

Christophe FONTFREYDE, Délégué du Directeur auprès du conseil de gestion des parcs naturels marins de Mayotte et des Glorieuses, reçoit subdélégation, dans les limites de sa délégation et

dans le respect de la réglementation en vigueur ainsi que des directives, procédures et instructions mises en œuvre au sein de l'établissement, à l'effet de signer :

- les ordres de mission ponctuels, en outre-mer, des agents placés sous son autorité directe et des personnes extérieures ainsi que les états de frais afférents,
- les états de frais afférents aux ordres de mission permanents des agents placés sous son autorité directe,
- les états de frais de déplacement des membres du conseil de gestion,
- les congés annuels et autorisations d'absence des agents placés sous son autorité directe,
- les dérogations aux garanties minimales au temps de travail,
- les courriers et formulaires portant avis de l'OFB,
- les certificats administratifs,
- les décisions liées à toute demande par une personne de communication de documents administratifs relatifs à des données environnementales,
- les certificats de service fait,
- les conventions de stage indemnisés et non indemnisés,
- les autorisations d'utilisation des véhicules personnels des agents placés sous son autorité,
- les attestations de frais de réception et attestations diverses.

## Article 2

La décision n°2020-DGA-350 en date du 28 octobre 2020 portant subdélégation de la signature du Directeur général par la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » au Délégué du Directeur auprès du conseil de gestion des parcs naturels marins de Mayotte et des Glorieuses est abrogée.

## Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'OFB et entrera en vigueur le jour de sa publication.

L'OFB garantit l'accès effectif de ses agents et des tiers au site internet ainsi que la continuité de la mise en ligne des décisions durant deux mois minimum.

L'OFB assure la conservation et l'archivage des décisions publiées par cette voie.

**La Directrice générale adjointe**

**« Territoires et Outre-mer »**



**Stéphanie ANTOINE**

**Voies et délais de recours :** « Le destinataire de la présente décision qui désire la contester peut directement saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois de sa notification.

Il peut également, dans ce même délai, saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique, le supérieur de l'auteur de la décision. Ceux-ci disposeront d'un délai de deux mois pour lui répondre. En cas de rejet exprès ou implicite de la demande – la décision naît dans ce cas du silence gardé par l'administration pendant un délai de deux mois – le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés. »



# DÉCISION

## N° 2021 – DGA – 43

**Date 5 juillet 2021**

**Objet : Décision portant subdélégation de la signature du Directeur général par la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » au Directeur des Outre-mer**

**Émetteur : Direction générale adjointe « Territoires et Outre-mer »**

---

La Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » de l'Office français de la biodiversité,

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 131-8 et suivants, R. 131-27 et suivants, R. 131-30,

**VU** le décret n°2019-1580 du 31 décembre 2019 relatif à l'Office français de la biodiversité,

**VU** le décret en date du 30 décembre 2019 portant nomination de Monsieur Pierre DUBREUIL en qualité de Directeur général de l'établissement,

**VU** la décision n°2020-DG-01 en date du 2 janvier 2020 relative aux modalités de publication des délibérations du conseil d'administration et des décisions relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DG-02 en date du 2 janvier 2020 relative à l'organisation et au fonctionnement de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DGDR/DRH-02 du 2 janvier 2020 portant affectation de Madame Stéphanie ANTOINE au sein de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DG-27 du 1<sup>er</sup> juillet 2020 portant délégation de signature du Directeur général de l'OFB,

**CONSIDERANT** que la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » de l'Office français de la biodiversité peut subdéléguer la délégation de signature du Directeur général,

### DÉCIDE

#### Article 1

Jean-Michel ZAMMITE, Directeur des Outre-mer, reçoit délégation, dans les limites du périmètre de sa direction et dans le respect de la réglementation en vigueur ainsi que des directives, procédures et instructions mises en œuvre au sein de l'établissement, à l'effet de signer :

- les documents et actes de gestion relatifs aux implantations,
- les bons de commande relatifs aux marchés dûment numérotés et notifiés, ainsi que UGAP,
- les engagements juridiques des dépenses locales et toutes pièces s'y rapportant dans la

- limite de 25 000 euros HT,
- les certificats de service fait,
  - les aides et subventions à des organismes tiers dans la limite de 23 000 euros HT,
  - les conventions de partenariat sans incidence financière ainsi que tout avenant sans incidence financière à une convention,
  - les conventions de recettes,
  - les ordres de mission permanents et ponctuels en métropole, en outre-mer et à l'étranger pour les agents placés respectivement sous son autorité et les personnes extérieures intervenant pour le compte de l'établissement et sous son autorité ainsi que les états de frais afférents,
  - les conventions de stages indemnisés et non indemnisés,
  - les autorisations d'utilisation des véhicules personnels des agents placés sous son autorité,
  - les autorisations de remisage à domicile des véhicules de service des agents placés sous son autorité,
  - les congés annuels et les autorisations d'absence des agents placés sous son autorité,
  - les dérogations aux garanties minimales au temps de travail,
  - les courriers et formulaires portant avis de l'OFB,
  - les dépôts de plainte pour la défense des intérêts de l'établissement après information du directeur général,
  - les certificats administratifs,
  - les attestations de frais de réception et attestations diverses,
  - les certificats de copie conforme,
  - les décisions liées à toute demande par une personne de communication de documents administratifs relatifs à des données environnementales.

En cas d'absence ou d'empêchement de Jean-Michel ZAMMITE, Marion OLAGNON, Directrice des Outre-mer adjointe, reçoit subdélégation à l'effet de signer les actes visés ci-dessus.

## **Article 2**

La décision n°2020-DGA-107 en date du 1<sup>er</sup> juillet 2020 portant subdélégation de la signature du Directeur général par la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » au Directeur des Outre-mer est abrogée.

## **Article 3**

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'OFB et entrera en vigueur le jour de sa publication.

L'OFB garantit l'accès effectif de ses agents et des tiers au site internet ainsi que la continuité de la mise en ligne des décisions durant deux mois minimum.

L'OFB assure la conservation et l'archivage des décisions publiées par cette voie.

**La Directrice générale adjointe**

**« Territoires et Outre-mer »**



**Stéphanie ANTOINE**

**Voies et délais de recours :** « Le destinataire de la présente décision qui désire la contester peut directement saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois de sa notification.

Il peut également, dans ce même délai, saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique, le supérieur de l'auteur de la décision. Ceux-ci disposeront d'un délai de deux mois pour lui répondre. En cas de rejet exprès ou implicite de la demande – la décision naît dans ce cas du silence gardé par l'administration pendant un délai de deux mois – le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés. »

## **DÉCISION**

### **N° 2021 – DGA – 44**

**Date : 5 juillet 2021**

**Objet : Décision portant subdélégation de la signature du Directeur général par la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » à la Déléguée du Directeur auprès du conseil de gestion du parc naturel marin de la Martinique**

**Émetteur : Direction générale adjointe « Territoires et Outre-mer »**

---

La Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » de l'Office français de la biodiversité,

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 131-8 et suivants, R. 131-27 et suivants, R. 131-30,

**VU** le décret n°2019-1580 du 31 décembre 2019 relatif à l'Office français de la biodiversité,

**VU** le décret en date du 30 décembre 2019 portant nomination de Monsieur Pierre DUBREUIL en qualité de Directeur général de l'établissement,

**VU** la décision n°2020-DG-01 en date du 2 janvier 2020 relative aux modalités de publication des délibérations du conseil d'administration et des décisions relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DG-02 en date du 2 janvier 2020 relative à l'organisation et au fonctionnement de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DGDR/DRH-02 du 2 janvier 2020 portant affectation de Madame Stéphanie ANTOINE au sein de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DG-27 du 1<sup>er</sup> juillet 2020 portant délégation de signature du Directeur général de l'OFB,

**CONSIDERANT** que la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » de l'Office français de la biodiversité peut subdéléguer la délégation de signature du Directeur général,

### **DÉCIDE**

#### **Article 1**

Aude BRADOR, Déléguée du Directeur auprès du conseil de gestion du parc naturel marin de la Martinique, reçoit subdélégation, dans les limites de sa délégation et dans le respect de la réglementation en vigueur ainsi que des directives, procédures et instructions mises en œuvre au sein de l'établissement, à l'effet de signer :

- les ordres de mission ponctuels, en outre-mer, des agents placés sous son autorité directe et des personnes extérieures ainsi que les états de frais afférents,
- les états de frais afférents aux ordres de mission permanents des agents placés sous son autorité directe,
- les états de frais de déplacement des membres du conseil de gestion,
- les congés annuels et autorisations d'absence des agents placés sous son autorité directe,
- les dérogations aux garanties minimales au temps de travail,
- les courriers et formulaires portant avis de l'OFB,
- les certificats administratifs,
- les décisions liées à toute demande par une personne de communication de documents administratifs relatifs à des données environnementales,
- les certificats de service fait,
- les conventions de stage indemnisés et non indemnisés,
- les autorisations d'utilisation des véhicules personnels des agents placés sous son autorité,
- les attestations de frais de réception et attestations diverses.

## Article 2

La décision n°2020-DGA-349 en date du 28 octobre 2020 portant subdélégation de la signature du Directeur général par la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » à la Déléguée du Directeur auprès du conseil de gestion du parc naturel marin de la Martinique est abrogée.

## Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'OFB et entrera en vigueur le jour de sa publication.

L'OFB garantit l'accès effectif de ses agents et des tiers au site internet ainsi que la continuité de la mise en ligne des décisions durant deux mois minimum.

L'OFB assure la conservation et l'archivage des décisions publiées par cette voie.

**La Directrice générale adjointe**

**« Territoires et Outre-mer »**



**Stéphanie ANTOINE**

**Voies et délais de recours :** « Le destinataire de la présente décision qui désire la contester peut directement saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois de sa notification.

Il peut également, dans ce même délai, saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique, le supérieur de l'auteur de la décision. Ceux-ci disposeront d'un délai de deux mois pour lui répondre. En cas de rejet exprès ou implicite de la demande – la décision naît dans ce cas du silence gardé par l'administration pendant un délai de deux mois – le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés. »

## **DÉCISION**

### **N° 2021 – DGA – 45**

**Date : 5 juillet 2021**

**Objet : Décision portant subdélégation de la signature du Directeur général par la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » à la Déléguée du Sanctuaire AGOA.**

**Émetteur : Direction générale adjointe « Territoires et Outre-mer »**

---

La Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » de l'Office français de la biodiversité,

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 131-8 et suivants, R. 131-27 et suivants, R. 131-30,

**VU** le décret n°2019-1580 du 31 décembre 2019 relatif à l'Office français de la biodiversité,

**VU** le décret en date du 30 décembre 2019 portant nomination de Monsieur Pierre DUBREUIL en qualité de Directeur général de l'établissement,

**VU** la décision n°2020-DG-01 en date du 2 janvier 2020 relative aux modalités de publication des délibérations du conseil d'administration et des décisions relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DG-02 en date du 2 janvier 2020 relative à l'organisation et au fonctionnement de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DGDR/DRH-02 du 2 janvier 2020 portant affectation de Madame Stéphanie ANTOINE au sein de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DG-27 du 1<sup>er</sup> juillet 2020 portant délégation de signature du Directeur général de l'OFB,

**CONSIDERANT** que la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » de l'Office français de la biodiversité peut subdéléguer la délégation de signature du Directeur général,

**DÉCIDE**

## Article 1

Laurie HEC, Directrice déléguée du Sanctuaire AGOA, reçoit subdélégation, dans les limites de sa délégation et dans le respect de la réglementation en vigueur ainsi que des directives, procédures et instructions mises en œuvre au sein de l'établissement, à l'effet de signer :

- les bons de commande relatifs aux marchés dûment numérotés et notifiés, ainsi que ceux référencés à l'UGAP, dans la limite de 15 000 euros TTC,
- les engagements juridiques des dépenses et toutes pièces s'y rapportant dans la limite de 15 000 euros TTC,
- les certificats de service fait,
- les états de frais afférents aux ordres de mission permanents des agents placés sous son autorité directe,
- les ordres de mission ponctuels et les états de frais de déplacement des membres du conseil de gestion ainsi que des membres du réseau CARI'NAM,
- les autorisations d'utilisation des véhicules personnels des agents placés sous son autorité,
- les congés annuels et les autorisations d'absences des agents placés sous son autorité,
- les courriers et formulaires portant avis de l'OFB,
- les attestations de frais de réception et attestations diverses liées à l'activité de son service,
- les certificats de copie conforme liés à l'activité de son service hors la gestion des ressources humaines.

En cas d'absence ou d'empêchement de Laurie HEC, Gérald MANNAERTS, chef de projet CARI'MAM, reçoit subdélégation, dans le respect de la réglementation en vigueur ainsi que des directives, procédures et instructions mises en œuvre au sein de l'établissement à l'effet de signer :

- les bons de commande relatifs aux marchés liés au projet CARI'MAM dûment numérotés et notifiés, ainsi que ceux référencés à l'UGAP, dans la limite de 15 000 euros TTC,
- les engagements juridiques des dépenses et toutes pièces s'y rapportant, dans la limite de 15 000 euros TTC, pour les activités liées au projet CARI'MAM,
- les certificats de service fait pour les activités liées au projet CARI'MAM,
- les états de frais afférents aux ordres de mission permanents des agents placés sous son autorité directe,
- les ordres de mission ponctuels et les états de frais de déplacement des membres du réseau CARI'MAM,
- les congés annuels et les autorisations d'absences des agents placés sous son autorité,
- les conventions de prêt de matériel à titre gratuit liées au projet CARI'MAM.

## Article 2

La décision n°2020-DGA-354 en date du 28 octobre 2020 portant subdélégation de la signature du Directeur général par la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » à la Déléguée du Sanctuaire AGOA est abrogée.

## Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'OFB et entrera en vigueur le jour de sa publication.

L'OFB garantit l'accès effectif de ses agents et des tiers au site internet ainsi que la continuité de la mise en ligne des décisions durant deux mois minimum.

L'OFB assure la conservation et l'archivage des décisions publiées par cette voie.

**La Directrice générale adjointe**

**« Territoires et Outre-mer »**

A blue ink signature, appearing to be 'S. ANTOINE', written in a cursive style.

**Stéphanie ANTOINE**

**Voies et délais de recours :** « Le destinataire de la présente décision qui désire la contester peut directement saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois de sa notification.

Il peut également, dans ce même délai, saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique, le supérieur de l'auteur de la décision. Ceux-ci disposeront d'un délai de deux mois pour lui répondre. En cas de rejet exprès ou implicite de la demande – la décision naît dans ce cas du silence gardé par l'administration pendant un délai de deux mois – le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés. »

## **DÉCISION**

### **N° 2021 – DGA – 46**

**Date : 5 juillet 2021**

**Objet : Décision portant subdélégation de la signature du Directeur général par la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » à la cheffe du service « logistique et administratif » de la Direction des Outre-Mer**

**Émetteur : Direction générale adjointe « Territoires et Outre-mer »**

---

La Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » de l'Office français de la biodiversité,

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 131-8 et suivants, R. 131-27 et suivants, R. 131-30,

**VU** le décret n°2019-1580 du 31 décembre 2019 relatif à l'Office français de la biodiversité,

**VU** le décret en date du 30 décembre 2019 portant nomination de Monsieur Pierre DUBREUIL en qualité de Directeur général de l'établissement,

**VU** la décision n°2020-DG-01 en date du 2 janvier 2020 relative aux modalités de publication des délibérations du conseil d'administration et des décisions relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DG-02 en date du 2 janvier 2020 relative à l'organisation et au fonctionnement de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DGDR/DRH-02 du 2 janvier 2020 portant affectation de Madame Stéphanie ANTOINE au sein de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DG-27 du 1<sup>er</sup> juillet 2020 portant délégation de signature du Directeur général de l'OFB,

**CONSIDERANT** que la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » de l'Office français de la biodiversité peut subdéléguer la délégation de signature du Directeur général,

### **DÉCIDE**

#### **Article 1**

Laura BECHTEL, cheffe du service « logistique et administratif » au sein de la Direction des Outre-mer, reçoit subdélégation dans les limites de la direction et dans le respect de la réglementation en

vigueur ainsi que des directives, procédures et instructions mises en œuvre au sein de l'établissement, à l'effet de signer :

- Les documents et actes de gestion relatifs aux implantations,
- Les bons de commande relatifs aux marchés dûment numérotés et notifiés ainsi que ceux référencés à l'UGAP,
- Les engagements juridiques des dépenses et toutes pièces s'y rapportant dans la limite de 25 000 euros HT,
- Les certificats de service fait,
- Les conventions de recettes,
- Les autorisations d'utilisation des véhicules personnels des agents placés sous son autorité,
- Les autorisations de remisage à domicile des véhicules de service des agents placés sous son autorité,
- Les conventions de stages indemnisés et non indemnisés,
- Les certificats administratifs,
- Les ordres de mission ponctuels, en métropole, des agents placés sous son autorité directe et leurs états de frais afférents,
- Les états de frais afférents aux ordres de mission permanents des agents placés sous son autorité directe,
- Les congés et autorisations d'absence des agents placés sous son autorité directe,
- Les attestations de frais de réception et attestations diverses,
- Les certificats de copie conforme.

## Article 2

La décision n°2020-DGA-112 en date du 1<sup>er</sup> juillet 2020 portant subdélégation de la signature du Directeur général par la Directrice générale adjointe « Territoires et Outre-mer » à la cheffe du service « logistique et administratif » de la Direction des Outre-Mer est abrogée.

## Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'OFB et entrera en vigueur le jour de sa publication.

L'OFB garantit l'accès effectif de ses agents et des tiers au site internet ainsi que la continuité de la mise en ligne des décisions durant deux mois minimum.

L'OFB assure la conservation et l'archivage des décisions publiées par cette voie.

**La Directrice générale adjointe**

**« Territoires et Outre-mer »**



**Stéphanie ANTOINE**

**Voies et délais de recours :** « Le destinataire de la présente décision qui désire la contester peut directement saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois de sa notification.

Il peut également, dans ce même délai, saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique, le supérieur de l'auteur de la décision. Ceux-ci disposeront d'un délai de deux mois pour lui répondre. En cas de rejet exprès ou implicite de la demande – la décision naît dans ce cas du silence gardé par l'administration pendant un délai de deux mois – le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés. »